

L'espoir à gauche, journée de réflexion

« Prendre la mesure du malaise démocratique »

Samedi 25 avril 2009

Intervention de Manuel VALLS

Député-Maire d'Evry

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Il y a quelques jours, je lisais, effaré, que l'homme politique en lequel les Français avaient le plus confiance était...Jacques CHIRAC !!!

Alors, oui, c'est vrai l'ancien Président de la République est un homme... sympathique... Mais au delà de l'attachement que peuvent avoir les Français pour la star du salon de l'agriculture ...il y a évidemment pour toutes celles et ceux qui comme moi veulent une réconciliation, en politique, entre les paroles et les actes, quelque chose de profondément déroutant à voir plébiscité par $\frac{3}{4}$ de nos compatriotes celui qui fut durant

ses deux mandats le champion de l'immobilisme et des promesses non tenues !

Sans se laisser prendre dans les démonstrations hâtives il faut voir dans ce résultat étonnant, tout simplement la grande sagesse des Français qui montrent qu'ils ne sont pas rancuniers...

Car cette manière de faire de la politique, ils l'ont massivement rejeté en plaçant au second tour de la présidentielle de 2007 deux candidats représentatifs à leur manière d'une « rupture » Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL. Ce choix répondait parfaitement à une volonté de renouer avec une présidence active et de rompre avec le sentiment d'impuissance qui avait caractérisé les deux mandats du président sortant.

Car l'un des enseignements majeurs de la dernière élection présidentielle a été, bien sûr, le fort regain d'intérêt des Français pour la politique, ce qu'ont bien montré les taux de participation mais aussi le niveau des inscriptions sur les listes électorales. Jamais un Président de la République n'avait été

autant voulu, désiré ou rejeté, jamais les quartiers populaires - comme dans ma ville d'Evry où plus de 85% des inscrits sont allés voter, évidemment pas pour lui - ne s'étaient autant mobilisés.

Pour autant, ce « printemps démocratique » a été de courte durée puisque dès les municipales de l'an dernier, le taux d'abstention a atteint de nouveaux records. Cette parenthèse démocratique a donc laissé place à une nouvelle crise de confiance accentuée par une crise économique sans précédent et dont nous voyons tous les jours les effets dévastateurs.

Dans ce contexte, les Français doutent de la capacité des responsables politiques à apporter des solutions aux problèmes que traverse notre société. L'autorité du politique est contestée, son honnêteté toujours sujette à caution, **les Français ne croient simplement plus que l'activité politique soit celle par laquelle il est possible de changer l'ordre des choses.**

Les alternances successives depuis 1978 (y compris en 2007 où Nicolas Sarkozy s'est fait élire sur le thème de la « rupture ») en sont d'ailleurs un symptôme.

Pourtant, nos concitoyens, très conscients des difficultés

auxquelles est confronté notre pays, sont en attente de réponses. Ils attendent des responsables politiques qu'ils leur disent clairement quels sont les résultats réels des politiques menées, qu'ils n'insultent pas leur intelligence, aussi bien en campagne quand ils font des promesses à la légère, qu'arrivés au pouvoir quand ils restent figés sur des positions largement rejetées ou souvent mal expliquées.

Plus que jamais, en cette période de crise, les Français ont besoin d'être en confiance.

La confiance, c'est ce sentiment de sécurité qui consiste à se fier à quelqu'un, à s'en remettre à lui. Vous mesurez alors, à quel point, dans cette période dure où les difficultés s'amoncellent, la responsabilité des leaders politiques est grande.

Ils ont, en conséquence, un impératif d'action, d'explication et de clarté. Car pour un citoyen, faire confiance en un homme ou une femme politique, ce n'est pas seulement lui apporter son vote c'est placer en sa personne ses espoirs et ses aspirations. Au delà, toutes les institutions démocratiques qu'il s'agisse de l'exécutif, du parlement, des collectivités locales ou de la justice doivent donner l'exemple pour que les Français accordent à

nouveau une crédibilité à la parole publique.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux doutent de leurs institutions, s'étonnent de voir des ministres réduits à faire de la figuration face à l'omniprésence du Président de la République, s'interrogent sur le flou des échelons de notre organisation territoriale et de son « mille feuilles » de compétences entre les régions, conseils généraux, communes et intercommunalités.

Pas plus qu'ils ne comprennent pourquoi le parlement, qui devrait être comme partout dans les grandes démocraties, le lieu premier de la délibération, du contrôle de l'exécutif et de l'évaluation de l'action publique ne sert dans notre pays que de chambre d'enregistrement.

On peut aussi craindre, au vu de l'actualité, un divorce entre l'opinion et le système judiciaire, je veux bien sûr ici parler de la décision du Conseil Supérieur de la Magistrature à propos du juge BURGAUD.

Alors qu'elles ne tiennent leur légitimité que de la seule volonté des citoyens, nos institutions ne tiennent pas, il est vrai,

toujours leur rôle, celui de relayer les valeurs républicaines et surtout de promouvoir la prédominance de l'intérêt général. Trop souvent, les Français ont l'impression que celui-ci n'est plus respecté et qu'il s'efface devant la montée de l'individualisme, des corporatismes et des communautarismes. Le défi de la gauche et de la République sera de réponse à cette double aspiration- peut-être contradictoire- individuelle et collective

A cette méfiance, s'ajoute naturellement la déception de nombre de Français qui ont pu voir que « le Président des Droits de l'Homme » et du « pouvoir d'achat » que leur promettait le Nicolas SARKOZY de la campagne électorale était devenu le Président de la « diplomatie du carnet de chèque » et de l'injustice sociale à travers le vote d'un bouclier fiscal destiné à consolider les richesses de ceux qui sont déjà les plus favorisés.

Face à cette défiance, nous ne devons rien abandonner de notre volontarisme. Les Français ne reprochent pas tant à Nicolas SARKOZY, son activité débordante que le contenu de ses réformes et sa conception conflictuelle et personnelle

du pouvoir. Il convient d'ailleurs de mener une réflexion sur les contre - pouvoirs à apporter.

Il ne faut donc pas se tromper : le réformisme, la mise en avant de propositions crédibles, l'idée de mouvement doivent, plus que jamais, guider nos actions.

Mais, pour répondre à cette crise de confiance, cela n'est pas suffisant : alors que les Français sont frappés de plein fouet par les effets d'une crise sociale et économique dont ils ne sont pas responsables, il est impératif de les réconcilier avec la politique en les consultant davantage, en leur expliquant mieux et en les associant de façon plus directe aux prises de décision.

En observant les conflits en cours, que ce soit à l'Hôpital ou à l'Université, nous voyons que le pouvoir serait bien inspiré de mettre un peu plus de démocratie dans son mode de gouvernance.

Si ces efforts ne sont pas menés, ce malaise démocratique qui touche la France dégènera en une fracture plus profonde entre les citoyens et leurs responsables politiques. Les élections européennes qui se tiendront dans quelques semaines feront

d'ailleurs à cet égard figure de test : comment se manifestera cette crise de confiance dans les urnes ?

Face à des dirigeants qui peinent à associer les peuples européens aux prises de décision, une nouvelle montée de l'abstention est à craindre, dans un scrutin qui, déjà par le passé, n'a hélas jamais passionné les foules.

Pire encore, on peut redouter un retour en force des radicaux de tous bords, que le marasme actuel a remis en selle alors que leur poids avait fortement diminué lors des dernières consultations électorales.

Plus généralement, tout porte à croire que nous assistons à une crise de confiance envers les « élites », Cynthia FLEURY utilise l'expression de « déshonneur des élites ».

Il nous faut donc plus que jamais pour éviter cela trouver des réponses à ce malaise démocratique. La « démocratie participative » a bien sûr posé les bases d'une nouvelle façon de faire de la politique. Elle nous a démontré qu'il fallait associer plus directement les citoyens à la construction de l'intérêt général, à l'élaboration des décisions qui les concernent

et à l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques.

Car, ne nous y trompons pas, s'ils sont souvent méfiants à l'égard de leurs dirigeants, les Français sont peut-être l'un des peuples le plus politisés du monde. Ils manifestent constamment une volonté de s'informer, de débattre, de s'engager sur les grands sujets de société.

Prenons garde tout de même quand même : il ne s'agit pas pour autant de substituer à la démocratie représentative cette « démocratie participative ». Cette dernière doit se mettre au service des élus, dont le rôle reste premier.

Mais il le faut le dire, plus de pédagogie, - rappelons nous de Pierre MENDES FRANCE expliquant sa politique économique aux Français dans ses conversations au coin du feu - plus d'écoute et plus de proximité sont indispensables pour enrayer la perte de confiance des Français vis-à-vis de la classe politique.

Ces efforts doivent en particulier être menés dans le monde du travail. Nous avons plus que jamais besoin de « démocratie sociale ». La crise économique mine singulièrement le

« dialogue social » entre les syndicats, le patronat et les décideurs politiques. **La hausse du chômage, des licenciements, de la précarité, le gel des salaires, le sentiment d'injustice face à la crise font que ce dialogue est aujourd'hui bloqué (François CHEREQUE parlait cette semaine de « parole publique décrédibilisée). Pire, la violence s'y substitue. Il faut le rétablir.** Le gouvernement donne l'impression de décider seul et sans consulter les partenaires sociaux. Pour remédier à ce problème, pour que notre pays ne devienne pas cette « société de défiance » dont Pierre CAHUC pointait les limites dans son dernier livre, **il faut pousser dans le sens d'une meilleure représentativité des syndicats.** Sans partenaires sociaux forts et représentatifs, le dialogue social ne peut exister. Les syndicats doivent donc s'engager résolument sur la voie du réformisme et s'affirmer comme des interlocuteurs crédibles et raisonnables, de ce point de vue, nous, élus ne pouvons cautionner la violence -même si on peut en partie la comprendre- à laquelle se sont livrés nombre de leurs représentants en séquestrant des responsables d'entreprises. Mais c'est uniquement en les écoutant, en tenant compte de leurs propositions et en les associant de près à

chaque négociation qu'ils seront encouragés à emprunter cette voie. **Plus que jamais, nous avons donc besoin d'un nouveau « contrat social » et c'est à nous, socialistes qu'il revient la tâche de le proposer.**

Pour assumer cette responsabilité, le PS ne peut faire l'économie d'une profonde réflexion sur lui-même et sur les moyens à mettre en œuvre pour rétablir la confiance. Plus que jamais nous avons besoin d'un parti socialiste ouvert, rénové, modernisé.

Alors que tant d'inquiétudes s'accumulent dans la société française, jamais notre courant « l'espoir à gauche » n'avait aussi bien porté son nom. Car la vocation de la gauche, c'est de mettre de l'espoir, un espoir fondé sur des réponses concrètes et crédibles, sur un nouveau projet de société et de démocratie. Pour que les Français aient envie de faire à nouveau confiance à la gauche, nous avons besoin d'une vaste rénovation, portant à la fois sur le fonctionnement du parti, sur son projet et sur sa stratégie.

Sur le fonctionnement tout d'abord : à l'instar de ce qui se fait dans de nombreux Etats américains, **nous devrions instaurer**

des « primaires ouvertes », c'est-à-dire des votes consultant à la fois les militants et les sympathisants socialistes, afin de désigner le candidat pour l'élection présidentielle de 2012 . **En ouvrant ses portes et ses fenêtres, le PS changerait le rôle du militant, en l'encourageant à aller chercher les électeurs en dehors de son cercle.** Le candidat choisi à l'issue de ces primaires aurait quant à lui une force, une légitimité et un poids politique supérieur, qui lui permettraient de toucher plus directement les citoyens.

Il faut aussi s'inspirer du fabuleux élan démocratique qui a accompagné l'élection de Barack OBAMA. Si ses qualités humaines, son parcours, ses idées sont évidemment les raisons majeures de sa victoire, un autre facteur a joué un rôle primordial : l'exploitation des immenses possibilités offertes par Internet, les réseaux de socialisation. Au-delà de leurs capacités mobilisatrices, OBAMA a su faire de l'utilisation de ces outils un élément consubstantiel de son message, une preuve de sa volonté de changement, un moyen de redonner une voix et un rôle à des catégories éloignées de la politique et je pense notamment aux jeunes, mais surtout un moyen de

militer autrement ! Chacun apporte comme dans une auberge espagnole ce qu'il peut, ses talents, ses compétences.

Sur le fond maintenant, nous nous devons de tenir un discours de vérité, courageux et responsable. Depuis les origines, ce qui nous distingue des incantations d'une certaine gauche, c'est le devoir de responsabilité.

Le débat public est aujourd'hui parasité par des controverses stériles ou des positionnements démagogiques, entre injures et excuses, nous sommes bien loin des questions de fond.

Tout cela profite à Nicolas Sarkozy puisque, pendant que l'opposition se focalise sur des sujets marginaux, personne ne lui demande des comptes sur les innombrables promesses non-tenues (On a d'ailleurs vu que cette stratégie ne marchait pas en Italie ou aux Etats-Unis ou en polarisant le débat sur la personnalité de Silvio BERLUSCONI ou de George BUSH, leurs opposants n'ont pas permis d'empêcher leur réélection).

Pour redonner confiance aux Français nous devons nous démarquer de ce climat délétère en nous concentrant sur les sujets de fond, ceux qui touchent le plus directement les citoyens. Ce n'est pas en tombant dans le piège de l'opposition systématique, par principe, que nous donnerons l'image d'un

parti offrant une alternative crédible. **Je l'ai dit, la gauche ne gagnera pas en 2012 si elle se contente de miser sur un « antisarkozysme obsessionnel. »** Nous ne devons pas nous positionner seulement en réaction à ce que fait Nicolas SARKOZY. C'est, au contraire, en nous imposant comme une force de proposition, en nous concentrant sur les vraies lignes de clivage (la politique économique et fiscale, l'immigration, la sécurité, l'éducation : les sujets ne manquent pas), en nous appuyant sur un programme solide et en offrant une conception apaisée du pouvoir que nous pourrions remporter les prochaines élections.

Sur la question des alliances enfin : il est nécessaire de rappeler, dans un souci de clarté, que le clivage droite-gauche est une réalité. Mais ce clivage seul ne peut faire office de programme ou de seule stratégie.

En résumé, pour inspirer à nouveau la confiance, le PS doit s'interroger sur son identité, sur la place qu'il souhaite occuper dans le débat national et sur le rôle qu'il compte exercer dans la conduite des affaires de la France. Il nous faut redonner de la force à notre action politique, offrir aux citoyens l'image d'un parti de gouvernement fondé sur un

corpus idéologique moderne et attaché aux valeurs de la République. Un parti représentatif de la population et ouvert à tous les acteurs de la société civile. Un parti qui s'assume, clairement à gauche sans pour autant refuser la modernité (les deux ne sont pas incompatibles !). En bref, un parti qui redonne espoir aux Français et aussi l'envie de s'engager et de croire en leurs politiques.

En 2002 et en 2007, nous avons perdu, je pense, parce que nous n'avons pas assez travaillé sur le fond, je me réjouis donc de la tenue de cette journée, qui va, ensemble, nous permettre de réfléchir à cette crise de confiance et à la façon dont nous pouvons, par nos propositions et nos actions y répondre.

Nous le ferons donc en compagnie d'intervenants de grande qualité : Marc ABELES, directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherche au CNRS, Cynthia FLEURY philosophe et professeur à Sciences - Po et Stéphane ROZES, politologue et, lui aussi, professeur à Sciences - Po.

Merci à eux, merci à vous et bon débat !